

N° DP 25/409

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 10 000 EUROS POUR L'ANNEE 2025 - ASSOCIATION "CYBER ON BOARD" - ORGANISATION DE LA MANIFESTATION CYBER ON BOARD DU 13 AU 15 MAI 2025 SUR LA PRESQU'ILE DE GIENS A HYERES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 3 avril 2025 pour un soutien à hauteur de 10 000 € sur les 50 000 € sollicités,

CONSIDERANT que l'association Cyber On Board, fondée en 2023 par les entreprises Naval Group et Neverhack, a pour objectif de fédérer les acteurs mondiaux de la cybersécurité embarquée (*voitures autonomes, drones, navires, avions, maisons intelligentes...*) en leur offrant un espace d'échanges sur les techniques de protection avancées, les méthodologies de tests et les approches de surveillance pour lutter contre les cybermenaces,

CONSIDERANT que Cyber On Board a également pour vocation de structurer les filières de la formation, attirer et retenir les talents, valoriser les métiers pour susciter des vocations et à terme, ancrer la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la carte de la cybersécurité nationale,

CONSIDERANT que l'association a organisé en 2024 sur l'île des Embiez à Six-Fours-les-Plages, la première édition de « Cyber on Board » soit une conférence annuelle dédiée à la cybersécurité embarquée et son écosystème,

CONSIDERANT que cette manifestation a réuni 200 participants pendant deux jours avec des acteurs issus des mondes économiques et académiques (*Thales, Naval Group, Renault, Airbus, Université de Toulon, Université Bretagne Sud, Ecole de l'air...*) au gré de tables rondes, conférences, démonstrations...abordant tous les thèmes de la cybersécurité embarquée,

CONSIDERANT qu'en 2025, l'association souhaite organiser la 2^{ème} édition de la manifestation « Cyber on Board » du 13 au 15 mai sur la presqu'île de Giens à Hyères, avec une première journée dédiée aux partenaires et 2 autres jours voués aux professionnels et étudiants de la cybersécurité,

CONSIDERANT que « Cyber on Board » est un événement se prêtant particulièrement à l'écosystème métropolitain (présence de la Marine nationale et d'entreprises spécialisées dans la cybersécurité, ancrage de la cellule d'Urgence cyber région Sud, assise de Naval Group à Ollioules et de la base navale, formations « cyber » dans nos établissements d'enseignement supérieur...),

CONSIDERANT que la cybersécurité a été identifiée comme une filière d'excellence et d'avenir dans le projet métropolitain de Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT la convention, ci jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SOUTENIR Cyber on Board à hauteur de 10 000 € TTC maximum (dix mille euros).

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 4 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

D'APPROUVER ET DE SIGNER la convention ci-jointe.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article : 65748 – opération N° 2121 – Fonction 61.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





APR 25 1962

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT
ENTRE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET
L'ASSOCIATION CYBER ON BOARD EN 2025**

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision Président n° 25/ en date du XX/XX/2025.

Ci-Après désignée « La Métropole »

ET :

CYBER ON BOARD, ayant son siège au 199 avenue Pierre Gilles de Gennes – 83190 OLLIOULES, représenté par son président en exercice, Monsieur Patrick RADJA, désigné ci-après Cyber on Board,

Ci-Après désigné Cyber on Board »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association **Cyber On Board** a été fondée 2023 par les entreprises Naval Group (leader européen du Naval de Défense) et Neverhack (groupe français de conseils et de services en cybersécurité). Elle a pour objectif de fédérer les acteurs mondiaux de la cybersécurité embarquée (voitures autonomes, drones, navires, avions, maisons intelligentes...) en leur offrant un espace d'échanges sur les techniques de protection avancées, les méthodologies de tests et les approches de surveillance pour lutter contre les cybermenaces.

Cyber on Board a également pour ambition de structurer les filières de la formation, attirer et retenir les talents, valoriser les métiers pour susciter des vocations et à terme, ancrer la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la carte de la cybersécurité nationale.

En 2024, l'association a organisé sur l'île des Embiez à Six-Fours-les-Plages, la première édition d'une manifestation dédiée à la cybersécurité embarquée et son écosystème intitulée « Cyber on Board ». Pendant deux jours, cet événement a rassemblé le monde économique incarné par de grandes entreprises telles que Thales, Naval Group, Alstom... et le monde académique avec notamment l'Université de Toulon, l'Université Bretagne Sud, l'Ecole de l'air et de l'espace, Ynov...

Le succès de cet événement repose notamment sur une bonne orchestration entre le Comité d'orientation qui arbitre les thèmes de la manifestation et le Comité scientifique qui garantit la pertinence et la qualité des conférences. Ces deux groupes sont composés d'experts de grands fleurons de l'embarqué : Safran, Stellantis, Airbus, Renault, Ariane Group, Alstom, Naval Group, Neverhack, ...

En 2025, l'association Cyber on Board organisera la deuxième édition de cette manifestation du 13 au 15 mai 2025 sur la presqu'île de Giens à Hyères ; avec une première journée dédiée aux partenaires et deux autres jours voués à des conférences scientifiques réservées aux professionnels et étudiants de la cybersécurité. Au gré de tables rondes, conférences, démonstrations...ces acteurs pourront échanger sur tous les thèmes et enjeux liés à la cybersécurité embarquée (automobile, ferroviaire, naval et maritime, véhicules autonomes...).

Cyber on Board est un événement permettant de faire rayonner la Métropole et son écosystème « cyber » incarné par ses grandes entreprises, ses startups et ses établissements d'enseignement supérieur dispensant des formations dans cette filière.

Identifiée comme filière d'avenir et d'excellence prioritaire pour son territoire, la Métropole, son Agence de Développement Economique TVT Innovation et leurs partenaires ont ces dernières années unis leurs efforts pour faire de Toulon Provence Méditerranée une « terre de cyber ». Le territoire compte l'unique cellule d'urgence pour les cyberattaques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 03 avril 2025 a émis un avis favorable pour l'octroi d'une subvention à hauteur de 10 000 € sur les 50 000 € sollicités.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Cyber on Board à hauteur de 10 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II.

Ce montant sera inscrit au Budget Développement Economique, exercice 2025 (imputation : 65748 – opération N° 2121 – fonction 61).

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 2,6 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 7 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros)

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros),

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (si la subvention est supérieure à 153 000 euros)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs: nombre de participants, nombre d'inscrits, nombre d'intervenants, ...
- Qualitatifs: taux de satisfaction/retours des participants, nombre de vues, likes et abonnés aux post sur les réseaux sociaux, articles de presse, photos...

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an.

Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant **10 ans** conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Organisation de la 2^{ème} édition de la Manifestation Cyber on Board en 2025

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
380 000 €	50 000 €	10 000 €

a) Objectif(s) : Faire rayonner TPM et son écosystème « cyber » incarné par ses grandes entreprises, ses startups et ses établissements d'enseignement supérieur

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre d'inscrits,
 - Nombre de participants,
 - Nombre d'entreprises et d'étudiants présents,
 - Nombre d'intervenants
 - Nombre d'événements (tables rondes, conférences...)
 - ...
- Indicateurs qualitatifs :
 - Taux de satisfaction/retours des participants
 - Nombre de vues, likes et abonnés aux posts sur les réseaux sociaux
 - Articles de presse, photos...
 - ...

c) Public(s) visé(s) : Institutions publiques, entreprises, étudiants, établissements d'enseignement supérieur...

d) Localisation : Hyères (83)

e) Moyens mis en œuvre : Communication site internet de l'association, LinkedIn...

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	380 000 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0 €
Prestations de services	-		
Achats matières et fournitures	380 000 €	74- Subventions d'exploitation	50 000 €
Autres fournitures	-	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	-
61 - Services extérieurs	0 €	-	-
Locations	-		
Entretien et réparation	-	Région(s) :	-
Assurance	200 €	-	-
Documentation	-	Département(s) :	-
		-	
62 - Autres services extérieurs	0 €	Métropole TPM	50 000 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	-		
Publicité, publication	-	Commune(s) :	-
Déplacements, missions	-	-	-
Services bancaires, autres	-		
		Organismes sociaux (détailler) :	-
63 - Impôts et taxes	0 €	-	-
Impôts et taxes sur rémunération,	-	Fonds européens	-
Autres impôts et taxes	-	-	-
64- Charges de personnel	0 €	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	-
Rémunération des personnels	-	Autres établissements publics	-
Charges sociales	-		
Autres charges de personnel	-	75 - Autres produits de gestion courante	330 000 €
65- Autres charges de gestion courante	0 €	Dont cotisations, dons manuels ou legs	330 000 €
		Aides privées	-
66- Charges financières	0 €	76 - Produits financiers	0 €
67- Charges exceptionnelles	0 €	77- produits exceptionnels	0 €
68- Dotation aux amortissements	0 €	76 – Reprises sur amortissements et provisions	0 €
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement	-		
Frais financiers	-		
Autres	-		
TOTAL DES CHARGES	380 000 €	TOTAL DES PRODUITS	380 000 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	-	87 - Contributions volontaires en nature	0 €
860- Secours en nature	-	870- Bénévolat	-
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	-	871- Prestations en nature	-
862- Prestations	-		
864- Personnel bénévole	-	875- Dons en nature	-
TOTAL	380 000 €	TOTAL	380 000 €
La subvention de 10 000 € représente 2,6 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Fait en deux exemplaires originaux, en français.

A Toulon, le

Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

Pour Cyber on Board

Le Président,

Patrick RADJA

